

(English follows)



Avis de projet de marché (APM)

1. Vérifications judiciaires

- a) No de dossier d'Élections Canada: ECBR-RFP-16-0456
- b) Applicabilité d'Accords commerciaux : Oui
- c) Procédures de demande de soumissions : Tous titulaires d'AMA ont été invités à présenter une proposition
- d) Stratégie d'approvisionnement concurrentielle : Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

L'information contenue dans la présente décrit brièvement les besoins de l'organisme et n'est fournie qu'à titre indicatif. Les soumissionnaires doivent consulter l'ensemble de la demande de proposition (DP) pour obtenir une description complète des exigences et toutes les instructions relatives aux soumissions.

Le présent marché est pour le compte d'Élections Canada.

Il s'adresse exclusivement aux titulaires d'un arrangement en matière d'approvisionnement de SPSV qualifiés au volet 4 pour les Vérifications judiciaires dans les catégories suivantes :

Vérificateur principal
Vérificateurs

2. Contexte

Le directeur général des élections du Canada (« DGE ») est un agent du Parlement et exerce la direction et la supervision générales de la tenue d'élections et de référendums au niveau fédéral. Le DGE assure la direction du Bureau du directeur général des élections, communément appelé Elections Canada.

Élections Canada requiert des services de vérification judiciaire « sur demande » en appui du mandat législatif du directeur général des élections.

3. Besoin

Sur demande, le DGE requiert les services de professionnels de la vérification judiciaire pour qu'ils examinent des transactions commerciales.

Sur demande, l'entrepreneur aidera le chargé de projet à identifier et à sélectionner l'ensemble des données et des documents pertinents qui feront l'objet d'une vérification

judiciaire. À l'issue de la vérification, l'entrepreneur rendra compte par écrit de ses conclusions au chargé de projet quant à l'existence potentielle de fraudes financières, de fraudes criminelles ou de violations du Code de déontologie des administrateurs électoraux, ainsi que tout usage abusif des fonds publics.

4. Période du contrat

Le contrat s'étendra de la date de son entrée en vigueur au 31 mars 2018, inclusivement. De plus, le soumissionnaire retenu devra accorder à Élections Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat de 3 périodes supplémentaires d'une année chacune selon les mêmes modalités.

5. Accords du commerce internationaux

Ce processus d'approvisionnement est assujettie à Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics (AMP-OMC), l'Accord nord-américain de libre-échange (ALENA), l'Accord Canada-Chili de libre-échange, l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, l'Accord de libre-échange Canada-Panama, l'Accord de libre-échange Canada-Pérou et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

6. Envoi des soumissions

- a) Les soumissions doivent être fournies directement à l'autorité contractante. Elles peuvent être envoyées à l'adresse suivante, sous pli scellé, au plus tard le 27 janvier, 2017 à 14 h (heure de Gatineau).
- b) Adresse postale :

Élections Canada
30, rue Victoria, 1er étage (Centre d'affaires)
Gatineau (Québec)
K1A 0M6
À l'attention de : Barbara D. Robertson, Services de l'approvisionnement et des contrats
Numéro de dossier: ECBR-RFP-16-0456
- c) À noter que pour envoyer une soumission par messagerie ou la livrer en personne, le Centre d'affaires est ouvert du lundi au vendredi de 8 h à 16 h 00 (heure Gatineau).
- d) Les soumissions reçues après la date et l'heure de clôture stipulées ne seront pas acceptées et l'enveloppe sera retournée non décachetée au soumissionnaire.
- e) Si l'on doit ouvrir une enveloppe renfermant une soumission déposée en retard pour connaître le nom ou l'adresse du soumissionnaire ou la nature des documents, une lettre d'accompagnement sera envoyée à l'expéditeur pour lui en expliquer les raisons.

- f) Les soumissions transmises par télécopieur ou courrier électronique ne seront pas acceptées.
 - g) Toutes les demandes et autres communications avec les représentants d'Élections Canada doivent être adressées UNIQUEMENT au l'autorité contractante. L'autorité contractante sera le contact principal du soumissionnaire et toutes les demandes de renseignements doivent lui être adressées. Les soumissionnaires qui communiquent avec toute autre personne que le responsable de la demande de proposition pourraient être disqualifiés. Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à proposal-proposition@elections.ca au moins 5 jours civils avant la date de clôture des propositions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'il n'y soit pas répondu.
 - h) Les personnes désirant commander les documents relatifs à cette DP doivent le faire par l'entremise de <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres>. Les documents fournis par ce site prévalent sur toutes autres copies des documents pouvant aussi être fournies.
 - i) Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre langue officielle du Canada.
 - j) Élections Canada se réserve le droit de négocier les dispositions de tout marché avec les fournisseurs.
 - k) Des informations supplémentaires concernant Élections Canada sont accessibles à www.elections.ca
-



Notice of Proposed Procurement (NPP)

1. Forensic Audit Services

- a) Elections Canada File No: ECBR-RFP-16-0456
- b) Applicability of Trade Agreements: Yes
- c) Tendering Procedure: All SA Holders have been invited to submit a proposal
- d) Competitive Procurement Strategy: Highest Combined Rating of Technical Merit and Price

The information contained in this notice is a brief description of the requirement and is for information purposes only. Bidders must refer to the complete Request for Proposal (RFP) document for a full description of the requirements and the full bid instructions.

This requirement is for Elections Canada.

This requirement is open only to those PASS Supply Arrangement Holders who qualified under Stream 4 for Forensic Audits for the following categories:

Senior Auditor
Auditor

2. Background

The Chief Electoral Officer of Canada (“CEO”), an agent of Parliament, exercises general direction and supervision over the conduct of elections and referendums at the federal level. The CEO heads the Office of the Chief Electoral Officer, commonly known as Elections Canada.

EC requires forensic audit services on an “as and when requested” basis to support the CEO’s statutory mandate.

3. Requirement

As and when requested, the CEO requires the professional services of individuals with forensic audit expertise to conduct audit(s) of business transactions.

When requested, the Contractor will assist the Project Authority in identifying and selecting all relevant documents and data for the conduct of a forensic audit. Following the completion of such audit, the Contractor will provide the Project Authority with its findings, in the form of a written report, regarding the existence of potential fiscal fraud, criminal fraud or contraventions under of the Code of Professional Conduct for Election Administrators, as well as any other misuse of public funds.

4. Period of the Contract

The term of the contract will be from the effective date of the contract to March 31, 2018. In addition, the successful bidder will grant Elections Canada 3 irrevocable options to extend the contract for up to one year under the same terms and conditions.

5. International Trade Agreements

This procurement process is subject to the World Trade Organization Agreement on Government Procurement (WTO-AGP), the North American Free Trade Agreement (NAFTA), the Canada-Chile Free Trade Agreement, the Canada-Columbia Free Trade Agreement, the Canada-Panama Free Trade Agreement, the Canada-Peru Free Trade Agreement, and the Agreement on Internal Trade (AIT).

6. Submission of Bids

- a) It is requested that bids be provided directly to the Contracting Authority. Bids must be delivered to the following address, sealed, on or before January 27, 2017 at 2:00 p.m. (Gatineau time).
- b) Mailing Address:

Elections Canada
30 Victoria Street -1st Floor (Business Centre)
Gatineau, QC
K1A 0M6
Attn: Barbara D. Robertson, Senior Advisor, Procurement and Contracting Services
Elections Canada File No: ECBR-RFP-16-0456
- n) For sending packages by courier or for dropping off, please note that the Business Centre hours are Mondays to Fridays from 8:00 a.m. to 4:00 p.m. (Gatineau time).
- o) Bids received after the stipulated closing date and time will not be accepted and will be returned unopened to the bidder.
- p) If a late bid must be opened to determine the name and/or address of the bidder or the nature of the enclosure, a covering letter will be sent to explain the necessity of opening the bid.
- q) Faxed or bids sent via electronic mail will not be accepted.
- r) All enquiries and other communication with Elections Canada officials are to be directed ONLY to the Contracting Authority. The Contracting Authority will be the bidder's primary contact. All requests for information must be directed to this contact. Bidders who contact anyone other than the Contracting Authority may be disqualified. All enquiries must be submitted in writing to Proposition-Proposal@elections.ca no later than 5 calendar days before the RFP closing date. Enquiries received after that time may not be answered.
- s) Interested parties wishing to order the solicitation documents for this RFP must do so through <https://buyandsell.gc.ca/procurement-data/tenders>. The documents downloaded through this site take precedence over any copies that may also be made available.
- t) Documents may be submitted in either official language of Canada.
- u) Elections Canada retains the right to negotiate with suppliers on any procurement.
- v) Further information about Elections Canada may be obtained at www.elections.ca

